

FORCE OUVRIÈRE

Non à un service public « virtuel »

Force Ouvrière a demandé au préfet de maintenir un accueil physique dans les diverses administrations.

« Le service public ne peut pas se réduire à se connecter à un ordinateur ». Face à la volonté du gouvernement de construire un service public « dématérialisé, virtuel », Force Ouvrière plaide au contraire pour un service de proximité, avec maintien d'un véritable accueil physique au niveau des différentes administrations. Alors que la déclaration de l'impôt sur le revenu devra obligatoirement se faire sur internet en 2019, le syndicat, « première organisation dans la fonction publique de l'Etat », ne veut pas que le service public se réduise à un écran.

« Nous avons insisté sur ce point lors de notre rencontre avec le préfet, mardi. Il a semblé attentif à notre demande pour maintenir une vraie présence », indique Christian Grolier, secrétaire général de FO Fonction publique, dans l'île depuis samedi. Une présence qui pourrait prendre la forme d'une Maison de l'Etat ou d'une Maison des services publics, un mode de regroupement qui tant à se développer dans l'Hexagone. « Nous restons prudents face à ce type de structure, notamment sur la question du respect des statuts des fonctionnaires », ajoute le permanent syndical, ancien inspecteur du permis de conduire.

Absence de dialogue

Au-delà de la dématérialisation du service public, Force Ouvrière dénonce le manque de personnels dans la fonction publique réunionnaise. Un manque d'effectifs qui donne à la fois une mauvaise image du service public aux usagers et entraîne une véritable souffrance au travail dans les rangs des agents. « La reconnaissance ne suit pas : il n'y a pas d'avancement, pas d'évolution de carrière. Les règles



Marina Amony (fonction publique territoriale), Jean-Paul Paquiry (éducation), Janick Cidney (fonction publique) et Nelson Técher (santé) entourent leur secrétaire général Christian Grolier. (Photo Emmanuel Grondin)

ne sont pas respectées en termes de promotions », déplore Janick Cidney, secrétaire régional de FO Fonction publique.

« Le problème est national », enchaîne Christian Grolier. Si l'Etat consent enfin à augmenter le point d'indice (hausse de 1,2% sur deux ans), il se rattrape sur le coût des carrières, opérant une « baisse drastique des ratios des promotions ». Force Ouvrière déplore que les réunions techniques ne servent plus à rien. « Tout est déjà bouclé, nous n'avons aucun document dans les temps. Ce n'est pas du dialogue », commente Janick Cidney.

Un dialogue social qui fait cruellement défaut, assure le syndicat. « Quand nous demandons une audience, cela se fait rapidement. Ici, c'est très long », remarque Christian Grolier. « À Saint-Louis, nous avons attendu un an pour avoir une audience », témoigne Marina Amony pour la fonction pu-

blique territoriale. Un secteur où « l'omniprésence des élus » et les « pressions » de ceux-ci rendent le travail très difficile. « Il n'est pas acceptable que les mairies ne recrutent

pratiquement que des contractuels. Ce n'est pas la règle dans les statuts de la fonction publique », relève le secrétaire national.

O.D.